

LE SNES APPELLE A LA GREVE LE JEUDI 18 OCTOBRE



La section académique du SNES appelle tous les personnels à la grève le 18 octobre rejoignant l'appel de la majorité des syndicats de la SNCF, de la RATP et de plusieurs fédérations de la Fonction Publique.

Pourquoi cet appel ?

- Face à l'offensive gouvernementale contre les droits des salariés, retraites, sécurité sociale, accès aux services publics, il faut une réponse unitaire.

L'offensive contre les régimes spéciaux ne trompe personne : le gouvernement entend s'en prendre à tous les salariés, allonger la durée des cotisations à 42 ans, mettre à bas la référence aux 60 ans, diminuer le montant des pensions, casser le système de solidarité au profit des assureurs privés. Le 18, cheminots, électriciens, fonctionnaires, nous serons en grève ensemble pour défendre le droit de tous à la retraite et une conception progressiste du droit du travail.

- Il faut montrer au gouvernement que nous ne laisserons pas détruire la Fonction Publique.

Nous nous opposons à la remise en cause du statut de la fonction publique : recrutement de fonctionnaires en contrats de droit privé, « pécules » pour partir, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, salaires individualisés et au « mérite ».

- Il faut montrer au gouvernement que nous entendons défendre le service public d'éducation et ses personnels. La liste est trop longue des attaques :

- alourdissement cynique de la charrette des suppressions de postes (22 000 emplois de fonctionnaires pour 2008, dont 11 200 dans l'Éducation, qui s'ajoutent aux 25 000 postes supprimés ces 5 dernières années),
- refus d'engager de véritables négociations salariales, alors qu'un certifié débute avec 125% du SMIC, contre plus de 200% en 1981 (et cela ne s'explique pas par une revalorisation sensible du SMIC)
- alourdissement de la charge de travail, avec les heures supplémentaires, les services partagés mais aussi le nombre et les effectifs des classes, l'accompagnement éducatif au détriment des horaires disciplinaires,
- suppression de la carte scolaire

Derrière la démagogie des annonces, c'est tout le système scolaire qui est en danger : arrêt de la démocratisation de l'enseignement avec la suppression du collège unique, et la perspective d'un lycée général à une seule série.



Ensemble pour une autre politique, un autre budget

Cet appel est très large (sections départementales FSU, sections académiques SNES, Solidaires, CGT, FO, Fédérations de l'énergie FO et CGT et fédérations de cheminots (FO, CGT, CFTC, Sud Rail, CGC) mais il n'est malheureusement pas complètement unitaire. Des fédérations ont choisi d'attendre encore et toujours en espérant tirer des « négociations », « tables rondes » et « livres verts » d'hypothétiques avantages. D'autres craignent la faiblesse de la mobilisation et préfèrent attendre des jours qui seraient on ne sait pourquoi plus propices.

Mais comment peut-on attendre quand on sait que l'académie a déjà perdu 3500 postes en 5 ans et se trouve menacée de 1500 nouvelles suppressions si le budget est voté ?

Nous pensons au contraire qu'il faut se saisir de cette occasion pour dire, ensemble, que nous refusons cette politique ! Nous l'avons fait déjà le 29 septembre et nous continuerons à le faire pour la défense de la sécurité sociale (contre la franchise, l'instauration d'une assurance individuelle pour les personnes âgées...).

Nous pensons que ce gouvernement fait des choix budgétaires socialement inacceptables, qu'il faut réorienter le budget pour dynamiser les services publics, recruter et améliorer le sort des personnels, et non multiplier les cadeaux fiscaux en direction des plus riches qui n'auront d'effets ni sur la croissance, ni sur l'emploi.

Nous pensons enfin que ce n'est pas une entreprise démesurée. Messieurs Juppé, Villepin et Robien savent ce qu'il en coûte de vouloir imposer des politiques rétrogrades.